COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vecteurs indispensables du progrès social, les agents de la Fonction publique ne sont pas une variable d'ajustement !

Les annonces se succèdent à une cadence infernale contre les fonctionnaires et agents publics.

Du ministre de l'Action et des Comptes publics qui confirme le gel de la valeur du point d'indice pour 2018 et la réinstauration d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, au Président de la République qui veut différencier la valeur du point d'indice dans les 3 versants de la Fonction publique, la coupe est pleine.

Et ce sans compter les suppressions d'effectifs à venir et la future hausse de la CSG.

Même le protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), rejeté par nos trois organisations syndicales en raison notamment de son insuffisance notoire pour valoriser les carrières verrait son calendrier de mise en œuvre reporté.

Ce n'est malheureusement pas une surprise pour nos organisations. En effet, nous avions indiqué, lors des concertations de l'époque, que le calendrier d'application (2017-2020) se faisait sans aucune garantie car sous un nouveau quinquennat. Nous avions raison !

Ceci rappelé, il est parfaitement inacceptable que le gouvernement cherche, par ce biais, à faire encore des économies supplémentaires sur le dos des agents !

Au regard de ces attaques simultanées contre le statut général des fonctionnaires et contre leur pouvoir d'achat et leur carrière, nos trois organisations syndicales tiennent à rappeler leurs principales revendications :

- Renforcement du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- Défense de la revalorisation unique et uniforme de la valeur du point d'indice.
- Ouverture de négociations sur l'amélioration véritable des carrières avec des grilles indiciaires attractives,
- Non-rétablissement du jour de carence,
- Créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin et arrêt des suppressions de postes.
- Mesures fortes pour promouvoir l'égalité professionnelle.

C'est forts de ces revendications partagées que nous souhaitons, dès la rentrée, et dans l'unité la plus large, mettre tout en œuvre pour faire échouer ces attaques sans précédent contre les fonctionnaires et la fonction publique.

Fait à Paris, le 19 juillet 2017